



F R A N C E G A L O P

Congrès de la Fédération Nationale des Courses Hippiques du 22 septembre 2018

Discours d'Edouard de Rothschild, Président de France Galop

Mesdames et Messieurs les Présidents,

Je souhaite avant toute chose vous remercier de votre présence et rendre hommage à votre abnégation : votre rôle et votre travail ne sont pas toujours simples et vous faites parfois l'objet de critiques injustifiées.

Le système des courses dans lequel nous vivons est atteint d'essoufflement général. Les parieurs sont las, les professionnels fatigués par les cadences infernales, les présidents de sociétés de courses inquiets et de plus en plus démotivés, les bénévoles moins nombreux. Tout le monde est dans le rouge. La machine est en surrégime sans pour autant parvenir à produire ce qu'elle produisait.

Depuis des années, on active tous les leviers de l'hyper densification. On est au bout de cette histoire. Chacun le ressent à sa manière.

Nous sommes à un moment charnière de l'histoire des courses. Nous avons tous un rôle à jouer. Nous sommes à un moment où il faut se réinventer pour se relancer, être plus efficient, plus efficace et assurer le financement de nos courses.

L'enjeu numéro un, c'est la relance et nous ne pouvons que nous féliciter que le client soit au cœur du projet de redynamisation des paris hippiques du PMU. Ce projet focalisé sur le client est un projet de rupture. Rupture dans l'offre proposée par rapport à ce qui existe aujourd'hui. Elle n'est pas sans conséquence pour les acteurs de l'Institution mais cette rupture est nécessaire et personne ne sera laissé sur le bord de la route.

Pour assurer cette relance dans les meilleurs délais, Trot, Galop et PMU travaillent depuis plusieurs mois avec l'État sur un projet de transformation de l'Institution. Celui-ci vise à créer les conditions de la relance mais aussi de la diminution des coûts de fonctionnement de l'Institution et à présenter un visage et une trajectoire financière crédibles et engageants pour l'État qui prend une part active aux discussions.

France Galop poursuit ses réflexions sur d'autres pistes d'économies, notamment la façon d'optimiser son portefeuille d'hippodromes ou de centres d'entraînement. Il faut aborder tous les sujets sans tabou. Il faut adapter le tissu de nos hippodromes aux réalités économiques actuelles.

Concrètement, même si rien n'est arrêté et que nous sommes aussi dans l'attente des conclusions du rapport Arthuis, cette transformation consistera à intégrer dans une entité opérationnelle commune, le métier d'opérateur de paris mais aussi l'ensemble des fonctions marketing de l'Institution pour créer un marketing unique, le pôle media et l'ensemble des fonctions support.

Les sociétés-mères seront ainsi plus fortement recentrées sur leurs missions régaliennes comme la politique d'encouragements, le financement des sociétés régionales, le juridictionnel ou encore la délivrance des licences et des agréments.

L'entité opérationnelle permettra de gérer de manière beaucoup plus intégrée le client, tant sur le plan des courses que des paris.

C'est un mouvement de modernisation et de professionnalisation de l'Institution avec un regroupement de tout ce qui doit l'être, soit pour mieux servir le client, soit pour abaisser notre structure de charges. Et une séparation plus claire entre le régalien assuré par les sociétés-mères et les fonctions commerciales dévolues à l'entité opérationnelle. C'est aussi un pas vers plus d'agilité, plus de réactivité, plus de capacité à prendre des décisions difficiles. On sait que c'est compliqué dans un univers associatif.

C'est ce qu'attend l'État, engagé à nos côtés dans ces travaux depuis plusieurs mois : une transformation des structures et de la gouvernance qui offre des garanties plus fortes à la réussite du plan de relance. Nous n'attendons pas un chèque en blanc de l'État, je l'ai toujours dit.

Nous avons commencé par leur montrer que l'on faisait des efforts : plans d'économies (forte baisse du budget marketing, abandon d'Enghien), baisse des encouragements, réduction de la rémunération des sociétés premium... Ceci a permis d'engager des discussions sur de meilleures bases et nous avons été infiniment plus crédibles.

Face à un État déficitaire, nous voulons proposer un plan gagnant – gagnant : nous avons besoin d'un bol d'air pour réussir cette transformation qui a un coût (il y aura des investissements marketing à financer notamment) mais nous voulons montrer qu'il y aura un retour pour l'État face à cet accompagnement. C'est essentiel pour obtenir une participation significative, au-delà de toutes les bonnes raisons de soutenir la filière.

Bien évidemment, ce projet de transformation ne peut pas ne pas embarquer les sociétés régionales.

L'avenir de la France des courses s'est toujours écrit et continuera de s'écrire avec ses régions. C'est au sein les régions qu'on trouve les nouveaux propriétaires, les nouveaux bénévoles et les nouveaux parieurs. On a besoin de tout le monde, de tous les profils. Chacun doit avoir sa place, du petit hippodrome PMH à la société régionale la plus importante.

L'offre de courses proposée aux parieurs évoluera probablement. Cela ne signifie pas qu'on abandonnera les sociétés qui seront impactées. Le modèle de financement des sociétés régionales doit être repensé à la lumière d'une architecture sensiblement différente du calendrier. Le système actuel dans lequel on attribuait des réunions premium aux sociétés de province est totalement obsolète. Il faut pouvoir faire un programme premium à destination des clients-parieurs et parallèlement continuer à rémunérer les sociétés régionales avec un système nouveau et complètement différent, probablement forfaitaire et à bâtrir. La réduction de l'offre premium n'a pas pour objectif de diminuer les ressources des sociétés régionales.

Je souhaite que les régions puissent participer à la gouvernance de l'entité opérationnelle, au même titre que les sociétés-mères.

Trot et Galop, avec le PMU, ont fait un chemin considérable ces dernières semaines pour bâtir un projet de transformation convaincant pour l'Institution d'abord, et pour l'État ensuite.

La convergence est forte sur les points essentiels de cette transformation et l'unité du Trot et du Galop est indispensable face aux enjeux. Cette convergence est une réalité dans les sociétés de région, qui sont pour la plupart pluridisciplinaire. Nos différences nous unissent, nous enrichissent et nous rassemblent. Si nous ne sommes pas solidaires, les courses hippiques disparaîtront.

Oui, la situation est préoccupante mais nous avons des atouts : les régions, les bénévoles, le modèle associatif en font partie. Notre salut ne peut venir que de nous-mêmes. Nous avons une capacité de rebond donc soyons confiants dans l'avenir, un avenir à bâtir tous ensemble. Nous surmonterons cette crise en faisant preuve d'unité et de solidarité.

Pour conclure mon propos, je tiens, chers présidents, à souligner l'importance des fonctions qui sont les vôtres. Vous les assumez bénévolement avec compétence. La vie de président de société de courses n'est pas un long fleuve tranquille, je peux en témoigner. Souvent des critiques, rarement des compliments ! Soyez remerciés du dévouement qui est le vôtre !